



CONSTRUCTION
DE DÉFENSE
CANADA



DEFENCE
CONSTRUCTION
CANADA

RAPPORT FINANCIER DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE

2022-2023

CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2022

●
Rapport de gestion et états financiers
intermédiaires résumés non audités

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE GESTION	3
1.0 Importance relative	3
2.0 Profil de la Société	3
3.0 Indicateurs de rendement opérationnel	5
4.0 Gestion des risques	6
5.0 Résultats financiers	6
6.0 Perspectives de CDC	16
ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS	17

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et les changements opérationnels pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2022 de Construction de Défense Canada (la « Société » ou « CDC »). Ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2022.

La Société a préparé le présent rapport trimestriel conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces renseignements à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2021-2022* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du deuxième trimestre renvoient au trimestre clos le 30 septembre 2022. Toute mention du deuxième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 30 septembre 2021. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour renvoie à la période de six mois close le 30 septembre 2022. Toute mention du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent renvoie à la période de six mois close le 30 septembre 2021. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2022.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les renseignements à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de Défense Canada (CDC ou la Société) est une société d'État dont l'objectif est de mener à bien l'approvisionnement et la réalisation de projets d'infrastructure et d'environnement de défense. Son mandat premier est de répondre aux besoins en matière d'infrastructure, de biens immobiliers et d'environnement du ministère de la Défense nationale (MDN) et des Forces armées canadiennes (FAC) en offrant des services de consultation, de collaboration, de planification, de prestation et de gestion dans le cadre de marchés de défense.

Depuis sa fondation, CDC fournit un soutien au gouvernement du Canada, y compris à ses ministères et organismes, tant au pays qu'à l'étranger. CDC compte actuellement deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du MDN et le Centre de la sécurité des télécommunications. Services partagés Canada (SPC) fait également appel aux services de CDC relativement à son centre de données d'entreprises de la base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

CDC est fière de travailler avec le MDN depuis 1951. Cette collaboration lui a permis d'acquérir l'expertise spécialisée et la vaste base de connaissances voulues pour gérer des projets au pays et à l'étranger, tant des projets de type classique que des projets novateurs, allant de simples travaux d'entretien à des projets de construction complexes. De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, le travail de CDC recouvre un large éventail d'activités. Les ressources de la Société en matière de prestation de services se divisent en cinq secteurs de services.



Services des marchés

L'équipe des Services des marchés s'occupe de la planification et des marchés pour les biens et pour les services professionnels, environnementaux, immobiliers, de construction et d'entretien.

Services de gestion des marchés

Le secteur des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

Services environnementaux

Le secteur des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation en place et à gérer les contrôles diligents et les risques.

Services de gestion des projets et des programmes

Le secteur des Services de gestion des projets et des programmes conseille sur des questions comme les besoins en infrastructure, la planification des programmes et le contrôle des calendriers et de la documentation.

Services de gestion des biens immobiliers

L'Équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure l'entretien efficace de l'infrastructure du MDN en fournissant un soutien tactique et stratégique pendant la totalité du cycle de vie des biens immobiliers.

3.0 INDICATEURS DE RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 COÛTS DE PRESTATION DES SERVICES DE CDC

Cet indicateur a d'abord été établi pour mesurer le coût des services de CDC pour ses clients-partenaires, par rapport à la taille du programme d'infrastructure et d'environnement offert par CDC. Au cours des dernières années, le MDN a demandé un soutien accru de CDC dans les services non liés au programme. Par conséquent, CDC a révisé ses coûts de prestation des services. À partir de l'exercice 2022-2023, ces coûts comprennent seulement les produits tirés des services facturés axés sur les programmes, y compris la Gestion des contrats, la Gestion des projets et des programmes, et les Services des marchés. CDC s'attend à ce que ces coûts continuent d'être de l'ordre de 9 % à 15 % des dépenses réelles des clients-partenaires. Pour ce qui est du cumul annuel jusqu'à ce jour, le coût de la prestation de services axés sur les programmes était de 14 %, en hausse de deux points de pourcentage par rapport à 2021-2022. Cette augmentation est due à un déploiement plus lent du programme du MDN que celui du cumul de l'exercice à ce jour de l'exercice précédent, ainsi qu'à une augmentation prévue des taux de facturation et à une hausse de la demande de services axés sur les programmes, ce qui a entraîné un accroissement des produits.

3.2 TAUX D'UTILISATION DE L'EFFECTIF

Le taux d'utilisation de l'effectif renvoie au pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des fonctions liées à la prestation de services facturables aux clients-partenaires, par opposition aux heures consacrées à des initiatives stratégiques d'entreprise et à des fonctions administratives considérées comme du soutien auxiliaire, ou des congés payés. Il s'agit là d'un important indicateur d'efficacité et de productivité, et d'un outil clé de gestion financière.

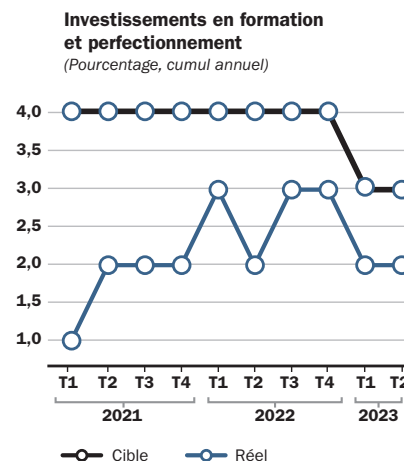
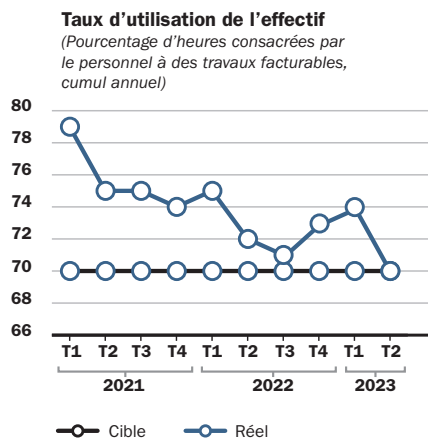
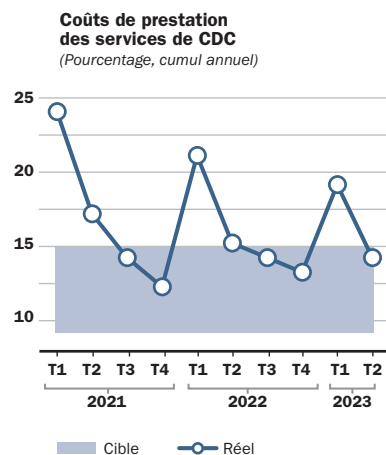
La Société se fixe un objectif de recouvrement de 70 % des heures de travail des employés auprès des clients-partenaires.

Pour le cumul annuel jusqu'à ce jour, le taux d'utilisation était de 70 %, soit une baisse de deux points de pourcentage par rapport à la même période en 2021-2022. Le taux d'utilisation a diminué principalement en raison de l'augmentation des vacances prises par les employés pendant cette période, de la levée des restrictions liées à la pandémie à la grandeur du Canada, ainsi que des initiatives stratégiques non génératrices de produits.

3.3 INVESTISSEMENTS EN FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

La capacité de CDC à bien servir le MDN dépend pour beaucoup des compétences de son personnel, ce qui fait du maintien en poste d'une main-d'œuvre qualifiée et professionnelle un objectif d'entreprise clé. L'indicateur de rendement de CDC en matière de formation et de perfectionnement est établi à partir du budget annuel de perfectionnement professionnel, lequel représente la somme des charges directes et des charges liées aux heures que consacre le personnel à des activités de formation et de perfectionnement, exprimée en pourcentage de la masse salariale de base. En 2022-2023, CDC a réduit son objectif global annuel de dépenses en formation et perfectionnement de 4 % à 3 % de la masse salariale de base, en raison de la baisse prévue des frais de déplacement liés à la formation par rapport à l'augmentation prévue de la formation virtuelle.

Pour l'exercice à ce jour, le pourcentage réel était de 2 %, inchangé par rapport à la même période en 2021-2022. La quantité de formation dispensée est fonction de l'effort requis pour élaborer et proposer des cours à l'interne, ainsi que du calendrier des activités de perfectionnement des régions. Les activités de formation sont maintenant revenues à la normale, après la levée des restrictions liées à la pandémie et le passage du modèle de prestation à un environnement hybride.



4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2021-2022* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 37 millions de dollars pour le deuxième trimestre, en hausse de 2 millions de dollars, soit environ 6 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 77 millions de dollars, en hausse de 5 millions de dollars, soit environ 7 %, par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation tient à une

hausse de la demande de services des clients-partenaires combinée à une augmentation du taux de facturation prévue pour l'année.

En général, les produits tirés des services facturés sont directement corrélés aux dépenses du MDN dans des projets d'infrastructure et d'environnement. Les produits tirés des services facturés augmentent en fonction de la hausse du nombre de projets du MDN et de leur valeur en dollars, et ils diminuent dans le cas contraire. La nature cyclique du financement du MDN se répercute directement sur la demande à l'égard des services offerts par la Société et, par ricochet, sur les produits tirés des services facturés. Pour l'exercice à ce jour, CDC a versé en tout 412 millions de dollars aux entrepreneurs pour le compte de ses clients-partenaires, soit 11 % de moins que pour la même période en 2021-2022. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2022-2023 soit comparable à celui de 2021-2022.

Produits, par secteur d'activité <i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Gestion des marchés	15 985 \$	14 311 \$	1 674	12 %	32 691 \$	29 003 \$	3 688	13 %
Gestion des projets et des programmes	8 935	9 593	(658)	-7 %	18 912	20 083	(1 171)	-6 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	4 343	3 412	931	27 %	8 793	7 014	1 779	25 %
Passation de marchés	3 064	2 798	266	10 %	6 275	5 923	352	6 %
Soutien technique en matière de construction	2 306	2 731	(425)	-16 %	5 048	5 654	(606)	-11 %
Soutien technique en matière d'environnement	2 713	2 230	483	22 %	5 770	4 458	1 312	29 %
Total des produits tirés des services facturés	37 346 \$	35 075 \$	2 271	6 %	77 489 \$	72 135 \$	5 354	7 %

Gestion des marchés

Les produits tirés de la gestion des marchés ont progressé de 12 % pour le deuxième trimestre et de 13 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 9 et 10 points de pourcentage de ces augmentations) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage pour chaque augmentation). L'accroissement de la demande rend compte de la variabilité des services requis par

les clients-partenaires à mesure que les projets progressent de la gestion des projets et des programmes et de la passation de marchés à la gestion des marchés.

Gestion des projets et des programmes

Les produits tirés de la gestion des projets et des programmes ont baissé de 7 % au cours du deuxième trimestre et de 6 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses par rapport aux périodes précédentes sont imputables à la chute de la demande des

clients-partenaires (qui représente respectivement 10 et 9 points de pourcentage de ces diminutions), partiellement compensée par la majoration des taux de facturation prévue (qui représente 3 points de pourcentage, respectivement).

Soutien technique en matière de biens immobiliers

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 27 % au deuxième trimestre et de 25 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de l'augmentation de la demande de services liés à la gestion des installations et du portefeuille (qui représente respectivement 24 et 22 points de pourcentage de ces augmentations) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Passation de marchés

Les produits tirés de la passation de marchés ont augmenté de 10 % au deuxième trimestre et de 6 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la hausse de la demande de la part des clients-partenaires (qui représente respectivement 7 et 3 points de pourcentage de ces augmentations) et de la majoration des taux de facturation (qui correspond à 3 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Soutien technique en matière de construction

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont diminué de 16 % au deuxième trimestre et de 11 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent, en raison de la baisse de la demande des clients-partenaires (qui représente respectivement 19 et 14 points de pourcentage de ces baisses), compensée par la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage pour chaque augmentation).

Soutien technique en matière d'environnement

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 22 % au deuxième trimestre et de 29 % pour le cumul de l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse est le résultat de l'accroissement de la demande (qui représente respectivement 19 et 26 points de pourcentage de ces augmentations) et de la majoration des taux de facturation (qui représente 3 points de pourcentage pour chaque augmentation).

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 280 000 \$, ou environ 246 %, au deuxième trimestre, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits d'intérêts ont augmenté de 404 000 \$, ou 184 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses des deux périodes étaient attribuables à un taux de rendement plus élevé de la période courante en raison de la hausse des taux d'intérêt.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Produits financiers	394 \$	114 \$	280	246 %	623 \$	219 \$	404	184 %



5.2 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 27 millions de dollars au deuxième trimestre, en hausse de 3 millions de dollars, ou d'environ 11 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les salaires totalisent 56 millions de dollars, en hausse de 6,0 millions de dollars, ou environ 12 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement le fait d'une hausse d'environ 8 %, ou 83 équivalents temps plein, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du renforcement de la demande des clients-partenaires. L'augmentation restante est liée à une hausse de la masse salariale annuelle prévue, liée au coût de la vie et à la rémunération au rendement.

Au cours du deuxième trimestre, les charges sociales ont totalisé 7 millions de dollars, en hausse de 620 000 \$, ou environ 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 14 millions de dollars, en hausse de 1 million de dollars, ou environ 10 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique par la croissance de l'effectif de la Société, légèrement contrebalancée par une baisse du coût des avantages sociaux futurs.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Salaires	26 973	24 258	\$ 2 715	11 %	56 066	49 963	\$ 6 103	12 %
Charges sociales	6 707	6 087	620	10 %	14 234	12 961	1 273	10 %
Total des salaires et charges sociales	33 680	30 345	\$ 3 335	11 %	70 300	62 924	\$ 7 376	12 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	25 %	25 %			25 %	26 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration ont totalisé 3 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 459 000 \$, ou environ 21 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration ont augmenté de 821 000 \$, soit environ 18 %. Divers facteurs expliquent ces charges.

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation				
	(en milliers de dollars)	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$		%			
Infonuagique	453	\$	483	\$	(30)	-6 %	900	\$	917	\$	(17)	-2 %	Les baisses sont imputables à la diminution des coûts des services infonuagiques mensuels, en raison d'une réduction des exigences liées aux serveurs.
Entretien des logiciels	386		337		49	15 %	824		655		169	26 %	Les augmentations s'expliquent par l'achat de nouveaux outils de collaboration virtuels et de soutien logiciel de conception technique, ainsi qu'à un effectif plus élevé en raison de la demande accrue pour nos services de la part des clients-partenaires.
Services professionnels	347		273		74	27 %	707		591		116	20 %	Les augmentations sont imputables à un nombre plus élevé d'initiatives de technologie de l'information (TI) à l'appui du renforcement des capacités des secteurs de service, ainsi qu'à d'autres vérifications internes.
Location d'équipement	290		265		25	9 %	549		509		40	8 %	Les augmentations sont le fait d'une hausse de la location de matériel, découlant d'un accroissement de l'effectif lié à l'intensification de la demande de la part des clients-partenaires.
Communications téléphoniques et données	218		200		18	9 %	399		389		10	3 %	Les hausses sont dues à l'achat de licences de chiffrement pour des communications sécurisées.
Charges opérationnelles liées aux installations louées	181		176		5	3 %	428		424		4	1 %	Les augmentations découlent du retour au bureau d'un plus grand nombre d'employés, en raison de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.
Formation et perfectionnement des employés	154		66		88	133 %	290		203		87	43 %	Les augmentations sont la conséquence du retour progressif à la formation en personne une fois assouplies les restrictions liées à la COVID-19.



(SUITE)

	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation	
	(en milliers de dollars)	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$		%
Services, fournitures et matériel de bureau		132	88	44	50 %	305	156	149	96 %	Les augmentations sont liées au retour au travail des employés, ainsi qu'à la hausse des coûts d'assurance des biens et de la responsabilité.
Déplacement		117	6	111	1 850 %	223	6	217	3 617 %	Les augmentations s'expliquent par le retour progressif aux niveaux pré-COVID-19 pour ce qui est des déplacements d'affaires.
Services et communications clients		116	72	44	61 %	228	220	8	4 %	L'augmentation au deuxième trimestre s'explique par le nombre plus élevé de nouvelles initiatives de communication achevées. L'augmentation depuis le début de l'exercice est due au travail sur les initiatives d'image de marque autochtone et sur l'identité visuelle des Relations progressistes avec les Autochtones.
Réinstallation d'employés		74	47	27	57 %	114	87	27	31 %	Ces hausses sont principalement attribuables à la création de la nouvelle région du Pacifique et à des rôles de direction clés dans d'autres régions.
Recrutement		54	25	29	116 %	65	50	15	30 %	Les augmentations tiennent à la hausse de la demande de services de recrutement externes.
Accueil		25	5	20	400 %	45	11	34	309 %	Ces augmentations tiennent au retour progressif des employés au travail, qui augmente la collaboration en personne.
Mobilier et agencements		18	49	(31)	-63 %	25	91	(66)	-73 %	Ces baisses sont imputables à l'achèvement des rénovations du siège social au cours de la période précédente et à l'achat de postes de travail pour un bureau régional.

(SUITE)

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation		Analyse de la variation
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%	
Abonnements et adhésions	18	15	3	20 %	46	53	(7)	-13 %	Si nous avons connu une baisse depuis le début de l'année, c'est parce que certains abonnements n'ont pas été renouvelés. L'augmentation au deuxième trimestre est négligeable.
Matériel informatique	17	7	10	143 %	25	7	18	257 %	Les augmentations sont imputables à des achats ponctuels d'accessoires informatiques.
Logiciels	11	46	(35)	-76 %	71	58	13	22 %	L'augmentation pour le cumul de l'exercice à ce jour découle de l'achat d'autres licences de logiciels liées à l'augmentation du nombre d'employés nécessaire pour soutenir les clients-partenaires. La baisse au trimestre courant est attribuable au calendrier de ces achats au cours de la période antérieure.
Améliorations locatives	11	—	11	100 %	11	7	4	57 %	Les augmentations sont attribuables aux rénovations d'un bureau régional.
Affranchissement et transport de marchandises	6	10	(4)	-40 %	13	14	(1)	-7 %	Les baisses s'expliquent par le fait que CDC a expédié des trousseaux de bienvenue à plusieurs sites au cours de la période précédente.
Autres	4	3	1	33 %	8	7	1	14 %	Les variations sont négligeables.
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	2 632	2 173	459	21 %	5 276	4 455	821	18 %	



DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 3 %, ou 12 000 \$, au deuxième trimestre et a augmenté de 3 %, ou 23 000 \$, pour le cumul de l'exercice. L'amortissement des immobilisations corporelles a diminué de 9 %, ou 10 000 \$, au deuxième trimestre et a augmenté de 20 %, ou 35 000 \$, pour le cumul de l'exercice. La baisse au deuxième trimestre s'explique par la fin de la période d'amortissement de certaines immobilisations corporelles. L'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation a diminué de 2 %, ou 6 000 \$, au deuxième trimestre et a diminué de 3 %, ou 19 000 \$, pour l'exercice à ce jour, principalement en raison de

la résiliation de contrats de location de photocopieurs au dernier trimestre de 2021-2022. La baisse depuis le début de l'exercice est le fait de l'amortissement des coûts de rénovation engagés au cours de la période précédente. L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 200 %, ou 4 000 \$, au deuxième trimestre et de 175 %, ou 7 000 \$, pour l'exercice à ce jour, en raison de l'achat d'autres logiciels.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	331 \$	337 \$	(6)	-2 %	661 \$	680 \$	(19)	-3 %
Amortissement des immobilisations corporelles	107	117	(10)	-9 %	213	178	35	20 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	6	2	4	200 %	11	4	7	175 %
Total de la dotation aux amortissements	444 \$	456 \$	(12)	-3 %	885 \$	862 \$	23	3 %

5.3 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat net et résultat global du trimestre courant est de 935 000 \$, comparativement à un résultat net de 2 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de l'exercice précédent, soit une baisse de 1 million de dollars. Pour le cumul de l'exercice à ce jour, la Société a réalisé un résultat net de 2,0 millions de dollars, par rapport à un résultat net de 4,0 millions de dollars à l'exercice précédent. La baisse du résultat net des deux périodes est imputable à la hausse des coûts d'exploitation, ainsi qu'à la croissance des salaires imputable à une augmentation des ETP et

à l'augmentation annuelle des salaires, contrebalancées en partie par la hausse des produits découlant de la demande croissante des clients-partenaires. La hausse des coûts de déplacement, de maintenance des logiciels et des besoins de bureau est liée à l'augmentation des ETP, ainsi qu'à l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Résultat net et résultat global	935 \$	2 157 \$	(1 222)	-57 %	1 550 \$	3 996 \$	(2 446)	-61 %

5.4 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2021-2022*.

TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 64 millions de dollars au 30 septembre 2022, en hausse de 6 millions de dollars, ou 11 % par rapport au 31 mars 2022.

Au 30 septembre 2022, le solde de trésorerie et d'équivalents de trésorerie s'élevait à 43 millions de dollars, en hausse de 6 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au 31 mars 2022. Au cours du semestre suivant le 31 mars 2022, la Société a généré 7 millions de dollars de trésorerie par des activités d'exploitation, consacré 74 000 \$ aux dépenses d'investissement, tiré 1 million de dollars du rachat de placements, réinvesti 1 million de dollars dans de nouveaux placements, et dépensé 632 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 30 septembre 2022, le solde de trésorerie global de CDC était supérieur à la fourchette ciblée pour ses réserves de trésorerie liées aux activités opérationnelles de 26 à 34 millions de dollars pour 2022-2023, en raison de l'accroissement de la demande des clients-partenaires et de dépenses plus faibles que prévu.

Au 30 septembre 2022, les placements (courants et non courants) totalisaient 21 millions de dollars, en hausse de 155 000 \$, ou 1 %, par rapport à la clôture de 2021-2022. L'augmentation s'explique

par l'acquisition d'un certificat de placement garanti, contrebalancé par le rachat de placements arrivés à maturité.

Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus sont conformes à la politique de placement approuvée par le conseil d'administration. La Société entend détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients représentent les montants à recevoir de clients-partenaires de la Société, notamment le MDN. Au 30 septembre 2022, les créances clients totalisaient 19 millions de dollars, en hausse de 3 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au 31 mars 2022. La hausse tient surtout à l'augmentation des produits découlant du MDN et du délai de recouvrement de ces comptes clients. Toutes les créances clients sont considérées comme entièrement recouvrables.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisaient 26 millions de dollars au 30 septembre 2022, en hausse de 8 millions de dollars, ou 41 %, par rapport au 31 mars 2022. L'augmentation des passifs courants est principalement due à l'accroissement des produits différés et au calendrier des paiements des fournisseurs.

Trésorerie et ressources en capital (en milliers de dollars)	Au		Variation	
	30 septembre 2022	31 mars 2022	\$	%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 044 \$	36 918 \$	6 126	17 %
Placements	20 755	20 600	155	1 %
Trésorerie, équivalents de trésorerie et placements	63 799 \$	57 518 \$	6 281	11 %
Créances clients	19 492 \$	16 676 \$	2 816	17 %
Passifs courants	26 199 \$	18 593 \$	7 606	41 %



5.5 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimatif des congés de maladie et des indemnités de retraite pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Ce passif est estimé par calcul actuariel. Le programme de congés de maladie est réduit depuis avril 2022. La banque actuelle de congés de maladie accumulés des employés a été gelée et pourra être utilisée à l'avenir. Le régime de congés de maladie a été remplacé par un régime de prestations d'invalidité de

courte durée. Au 30 septembre 2022, la charge à payer au titre des avantages du personnel s'élevait à 35 millions de dollars, en hausse de 1 million de dollars, ou environ 4 %, par rapport au 31 mars 2022.

Dans l'ensemble, le passif a augmenté parce que le coût des services rendus au cours de la période (873 000 \$) et l'intérêt sur la valeur actualisée de l'obligation (696 000 \$) étaient supérieurs aux primes au titre des avantages du personnel (384 000 \$).

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au		Variation	
	30 septembre 2022	31 mars 2022	\$	%
Partie courante	1 882 \$	1 803 \$	79	4 %
Partie non courante	32 635	31 529	1 106	4 %
Total des avantages du personnel	34 517 \$	33 332 \$	1 185	4 %

5.6 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Il n'y a pas eu de dépense d'investissement au deuxième trimestre. En cumul annuel jusqu'à ce jour, les dépenses d'investissement ont diminué de 92 %, ou 798 000 \$, principalement en raison de deux dépenses principales engagées en 2021-2022 : les coûts d'améliorations locatives ponctuels pour les rénovations au siège social et le renouvellement d'un contrat de location de bureau régional.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Variation		Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2022	2021	\$	%	2022	2021	\$	%
Matériel informatique	— \$	— \$	—	0 %	— \$	124 \$	(124)	-100 %
Mobilier et agencements	—	—	—	0 %	60	111	(51)	-46 %
Améliorations locatives	—	52	(52)	-100 %	—	179	(179)	-100 %
Immobilisations incorporelles	—	—	—	0 %	12	—	12	100 %
Actifs au titre de droits d'utilisation	—	—	—	0 %	—	456	(456)	-100 %
Total des dépenses d'investissement	— \$	52 \$	(52)	-100 %	72 \$	870 \$	(798)	-92 %

5.7 RENDEMENT RÉEL PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le tableau suivant compare les résultats réels de la Société au deuxième trimestre de 2022-2023 avec les projections dans le Plan d'entreprise (le Plan). Les résultats réels de la Société sont inférieurs aux résultats projetés dans le Plan. Les produits tirés des services facturés sont de 8 % inférieurs au Plan. Cette baisse s'explique par une demande plus faible que prévu pour ces services de la part du MDN.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouvrés à cet égard ont été de 30 % supérieurs à ceux du Plan, en raison du retour progressif des déplacements aux niveaux pré-COVID-19.

Les produits financiers étaient de 149 % plus élevés que prévu dans le Plan, en raison de la hausse des taux d'intérêt et d'un solde de trésorerie et équivalents de trésorerie plus élevé que prévu.

Les salaires et charges sociales sont de 2 % inférieurs aux projections du Plan en raison de coûts d'avantages du personnel moins élevés que prévu.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 31 % inférieurs aux projections. Cette baisse est principalement attribuable aux niveaux plus bas que prévu de formation et de perfectionnement des employés, aux calendriers des services professionnels et aux services d'informatique en nuage.

La dotation aux amortissements a été de 2 % inférieure aux projections du Plan, en raison d'un retard dans la signature des contrats de location de bureaux dans la Région du Pacifique.

Le résultat net a été de 2 millions de dollars de moins que prévu dans le Plan, principalement en raison de la baisse de la demande de services, en partie compensée par une masse salariale et des charges opérationnelles et frais d'administration moins élevés que prévu.

Les dépenses d'investissement ont été de 71 % inférieures aux projections, en raison d'un retard dans la signature des contrats de location de bureaux dans la Région du Pacifique.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	Réel	Plan d'entreprise	\$	%
Produits				
Produits tirés des services facturés	77 489 \$	84 037 \$	(6 548)	-8 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrés	1 545	1 185	360	30 %
Produits financiers	623	250	373	149 %
Produits totaux	79 657	85 472	(5 815)	-7 %
Charges				
Salaires et charges sociales	70 300	72 065	(1 765)	-2 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	5 276	7 679	(2 403)	-31 %
Frais de déplacement et décaissements	1 545	1 185	360	30 %
Dotation aux amortissements	885	906	(21)	-2 %
Charges financières	101	99	2	2 %
Total des charges	78 107	81 934	(3 827)	-5 %
Résultat net et résultat global	1 550	3 538	(1 988)	-56 %
Dépenses d'investissement	72 \$	250 \$	(178)	-71 %



5.8 CHARGES LIÉES AUX MARCHÉS, PAR RÉGION

Les charges liées aux marchés exécutés par la Société dans le cadre du programme du MDN pour le semestre clos le 30 septembre 2022 ont baissé de 53 millions de dollars, soit 11 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à une mise en œuvre plus rapide du programme du MDN par rapport au cumul de l'exercice précédent. On s'attend à ce que le programme du MDN pour 2022-2023 soit comparable à celui de 2021-2022.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Semestre clos le 30 septembre		Variation	
	2022	2021	\$	%
Ontario	84 262 \$	118 366 \$	(34 104)	-29 %
Capitale nationale	71 268	72 800	(1 532)	-2 %
Québec	67 861	57 708	10 153	18 %
Pacifique	65 297	76 643	(11 346)	-15 %
Ouest	64 829	63 535	1 294	2 %
Atlantique	58 403	75 460	(17 057)	-23 %
Total des charges liées aux marchés	411 920 \$	464 512 \$	(52 592)	-11 %

6.0 PERSPECTIVES DE CDC

6.1 ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES NORMALES PENDANT LA PANDÉMIE

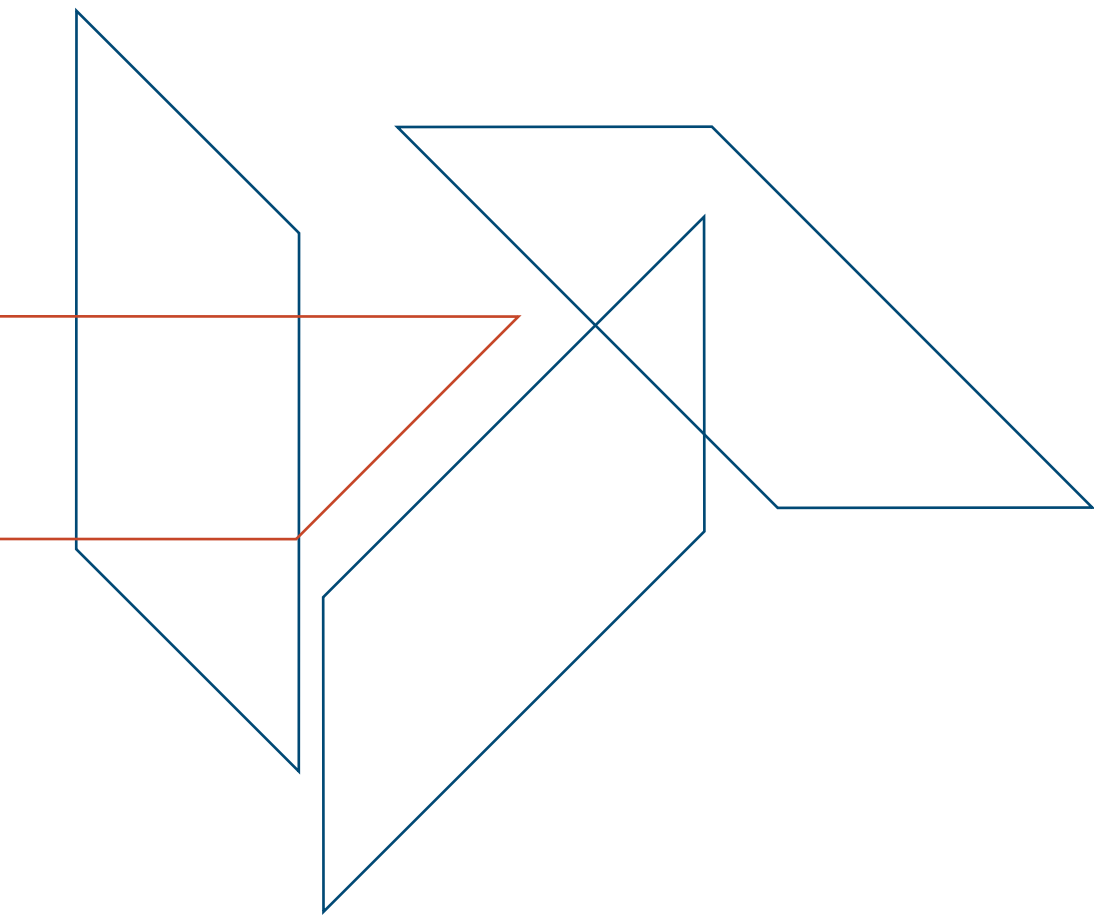
La COVID-19 n'a pas affecté de façon significative les activités de la Société. Alors que la pandémie continue d'évoluer, l'incertitude demeure au sujet des futures vagues d'infections et des interventions gouvernementales. Toutefois, la Société ne croit pas qu'il y aura un impact négatif sur les opérations, étant donné que CDC a traversé la pandémie de COVID-19 avec un minimum de perturbations et a maintenu sa position financière solide.

6.2 SUIVI DE LA GUERRE EN UKRAINE

Le 24 février 2022, les troupes russes ont envahi l'Ukraine. Le conflit militaire en cours continue de causer d'importantes pertes, des déplacements de population, des dommages aux infrastructures et des perturbations de l'activité économique en Ukraine. En réaction, de nombreux pays, dont le Canada, ont imposé des sanctions économiques à la Russie.

Bien que la Société soit incapable de déterminer ou de prédire la durée et les répercussions de la guerre en Ukraine, elle continue de suivre ses opérations et reste prête à fournir tout le soutien supplémentaire requis par le MDN. Même si les prix de ses biens et services ont subi des hausses minimales, la Société continue de surveiller de près les effets généraux de la guerre, y compris les pressions inflationnistes croissantes et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement, sur ses activités. La poussée inflationniste au premier semestre de 2022 a accru l'incertitude autour de nos hypothèses d'inflation liées aux augmentations futures des salaires et des taux de facturation de nos clients-partenaires, et de nos hypothèses à long terme concernant notre régime d'avantages sociaux — même si nous n'avons pas changé nos hypothèses de 2021-2022, car notre vision à long terme de l'inflation n'a pas changé.

ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS NON AUDITÉS



DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans le présent rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.

Original signé par

Derrick Cheung

Président et premier dirigeant

Marlies Paulhus, CPA, CGA

Vice-présidente par intérim, Finances et chef des finances

Ottawa, Canada

Le 29 novembre 2022

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ

(en milliers de dollars)	Notes	Au	
		30 septembre 2022	31 mars 2022
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		43 044 \$	36 918 \$
Placements	6, 14	3 225	2 134
Produits à recevoir		1 081	—
Créances clients	14	19 492	16 676
Charges payées d'avance et autres actifs		1 750	1 096
Autres créances		1 611	1 793
Actifs courants		70 203	58 617
Placements	6, 14	17 530	18 466
Immobilisations corporelles	7	1 911	2 064
Immobilisations incorporelles		38	37
Actifs au titre de droits d'utilisation	13	6 372	7 033
Actifs non courants		25 851	27 600
Total de l'actif		96 054 \$	86 217 \$
Passifs			
Fournisseurs et dettes diverses	14	16 850 \$	14 227 \$
Produits différés	9	6 396	1 285
Avantages du personnel	8	1 882	1 803
Obligations locatives	13	1 071	1 278
Passifs courants		26 199	18 593
Avantages du personnel	8	32 635	31 529
Obligations locatives	13	5 710	6 135
Passifs non courants		38 345	37 664
Total du passif		64 544	56 257
Capitaux propres			
Capital-actions : autorisé — 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale — émis (32 actions ordinaires)		—	—
Résultats non distribués		31 510	29 960
Total des capitaux propres		31 510	29 960
Total du passif et des capitaux propres		96 054 \$	86 217 \$

Engagements : Voir la note 13. Passifs éventuels : Voir la note 15.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.



ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
		2022	2021	2022	2021
Produits tirés des services facturés	9	37 346 \$	35 075 \$	77 489 \$	72 135 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		834	671	1 545	947
Produits financiers		394	114	623	219
Produits totaux		38 574	35 860	79 657	73 301
Salaires et charges sociales		33 680	30 345	70 300	62 924
Charges opérationnelles et frais d'administration	10	2 632	2 173	5 276	4 455
Frais de déplacement et décaissements		834	671	1 545	947
Amortissement des immobilisations corporelles	7	107	117	213	178
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	331	337	661	680
Amortissement des immobilisations incorporelles		6	2	11	4
Charges financières	13	49	58	101	117
Total des charges		37 639	33 703	78 107	69 305
Résultat net et résultat global		935 \$	2 157 \$	1 550 \$	3 996 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Capital-actions	— \$	—	— \$	—
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	30 575	14 293	29 960	12 454
Résultat net et résultat global	935	2 157	1 550	3 996
Solde à la clôture de la période	31 510 \$	16 450 \$	31 510 \$	16 450 \$
Capitaux propres	31 510 \$	16 450 \$	31 510 \$	16 450 \$



TABLEAU INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
		2022	2021	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat net		935 \$	2 157 \$	1 550 \$	3 996 \$
Ajustements de rapprochement du résultat net aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Charge au titre des avantages du personnel	8	784	838	1 569	1 675
Avantages du personnel versés	8	(154)	(13)	(384)	(197)
Amortissement des immobilisations corporelles	7	107	117	213	178
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	13	331	337	661	680
Amortissement des immobilisations incorporelles		6	2	11	4
Amortissement des primes d'investissement		12	8	25	11
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel					
Créances clients		328	(1 609)	(2 816)	(4 078)
Autres créances		102	(289)	182	(1 892)
Charges payées d'avance et autres actifs		(264)	275	(654)	292
Produits à recevoir		1 972	(160)	(1 081)	(1 067)
Fournisseurs et dettes diverses		(3 656)	(5 552)	2 625	(2 465)
Produits différés		1 256	3 232	5 111	6,092
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		1 759	(657)	7 012	3 229
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		(1 200)	(5 942)	(1 200)	(5 942)
Rachat et cession de placements		700	800	1 020	1,925
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(60)	(137)	(62)	(248)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		—	—	(12)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(560)	(5 279)	(254)	(4 265)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives	13	(317)	(392)	(632)	(702)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(317)	(392)	(632)	(702)
Augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		882	(6,328)	6 126	(1 738)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		42 162	40 222	36 918	35 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		43 044 \$	33 894 \$	43 044 \$	33 894 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie : Voir la note 11.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers intermédiaires résumés.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2022 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS ET DES OBJECTIFS

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Il s'agit d'une société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP). En 1980, dans le cadre du Programme de coordination de l'image de marque, la Société a reçu le titre d'usage « Construction de Défense Canada ». Depuis 1996, la Société relève du ministre des Services publics et de l'Approvisionnement.

Elle a pour mandat de fournir des services professionnels ainsi que des services d'approvisionnement, de construction, d'exploitation et d'entretien en appui à la défense du Canada. Ses services s'adressent surtout au ministère de la Défense nationale (MDN). La Société fournit également des services à l'Agence de logement des Forces canadiennes, au Centre de la sécurité des télécommunications, à Services partagés Canada et à Services publics et Approvisionnement Canada. Les produits de son exploitation sont tirés de la facturation d'honoraires et de frais en échange des services fournis.

2. MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022 et le rapport de gestion du présent trimestre.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation. Ils ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

3. SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2022, présentées à la note 5 des présents états financiers intermédiaires résumés. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

4. ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relatives aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.



5. NORMES, MODIFICATIONS ET INTERPRÉTATIONS

5.1 MODIFICATIONS COMPTABLES ACTUELLES

La Société surveille activement les normes nouvelles et modifiées de l'IASB. L'IASB n'a pas publié de telles normes qui auraient une incidence sur les états financiers intermédiaires résumés de la Société.

5.2 MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

L'IASB n'a pas publié de nouvelles normes ou modifications des normes existantes qui pourraient toucher la Société à l'avenir autres que celles qui sont présentées dans la note 3 des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

6. PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada et des Provinces portant intérêt à des taux effectifs allant de 0,4 % à 3 % (taux d'intérêt nominaux allant de 0,5 % à 4,4 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 0,9 % à 4,5 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables.

Les échéances des obligations s'échelonnent de mars 2023 à juin 2027 et celles des CPG, de juin 2023 à mars 2027, la Société ayant l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les comptes de fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après :

	Au	
	30 septembre 2022	31 mars 2022
Partie courante	3 225 \$	2 134 \$
Partie non courante	17 530	18 466
Investissements totaux	20 755 \$	20 600 \$

VALEUR COMPTABLE AU COÛT AMORTI	Au	
	30 septembre 2022	31 mars 2022
Obligations des Provinces	6 158 \$	6 503 \$
Obligations fédérales (note 14)	1 001	1 001
Certificats de placement garanti	13 596	13 096
	20 755 \$	20 600 \$

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques (niveau 1); b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d., des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif (niveau 2); c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (données non observables) (niveau 3). La juste valeur

des placements n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif; elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins d'un an.

JUSTE VALEUR	Au	
	30 septembre 2022	31 mars 2022
Obligations des Provinces	5 871 \$	6 344 \$
Obligations fédérales (note 14)	961	986
Certificats de placement garanti	13 715	13 155
	20 547 \$	20 485 \$

Au 30 septembre 2022	Taux d'intérêt effectif	Taux d'intérêt nominal	< Un an	De 1 à 5 ans	Total
<i>Obligations</i>					
Obligations fédérales (note 14)	1,70 %	1,80 %	— \$	1 001 \$	1 001 \$
Obligations des Provinces	0,4 %–3 %	0,5 %–4,4 %	1 906	4 252	6 158
Certificats de placement garanti	0,9 %–4,5 %	0,9 %–4,5 %	1 320	12 276	13 596
			3 226 \$	17 529 \$	20 755 \$

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

Coût	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Coût total
Solde au 31 mars 2022	649 \$	1 327 \$	1 711 \$	3 687 \$
Acquisitions	—	60	—	60
Solde au 30 septembre 2022	649 \$	1,387 \$	1 711 \$	3 747 \$
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2022	494 \$	815 \$	314 \$	1 623 \$
Amortissements	38	73	102	213
Solde au 30 septembre 2022	532 \$	888 \$	416 \$	1 836 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs				
Valeur comptable nette au 31 mars 2022	155 \$	512 \$	1 397 \$	2 064 \$
Valeur comptable nette au 30 septembre 2022	117 \$	499 \$	1 295 \$	1 911 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.



8. AVANTAGES DU PERSONNEL

8.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERMES

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimatif des congés de maladie de ses employés, des indemnités versées à certains employés à leur départ à la retraite ainsi que des prestations d'assurance-maladie, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2021-2022*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 31 mars 2020. La prochaine évaluation actuarielle est prévue pour mars 2023 ou plus tôt au besoin.

Les montants comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat et résultat global de l'exercice à l'égard de ce régime d'avantages sont les suivants :

	Au	
	30 septembre 2022	31 mars 2022
Partie courante	1 882 \$	1 803 \$
Partie non courante	32 635	31 529
Total des avantages du personnel	34 517 \$	33 332 \$

Suivent les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies de l'exercice :

Solde au 31 mars 2022	33 332 \$
Coût des services rendus au cours de la période	873
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	696
Primes au titre des avantages du personnel	(384)
Solde au 30 septembre 2022	34 517 \$

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Coût des services rendus au cours de la période	436 \$	509 \$	873 \$	1 016 \$
Intérêts sur la valeur actualisée de l'obligation	348	329	696	659
Charge au titre des avantages du personnel	784 \$	838 \$	1 569 \$	1 675 \$

9. COMPTABILISATION DES PRODUITS

9.1 MÉTHODE COMPTABLE

Il y a comptabilisation de produits à recevoir lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application des accords sur les niveaux de service à forfait.

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque le montant facturé aux clients-partenaires pour les services rendus est supérieur aux droits demandés en application des accords sur les niveaux de service à forfait. La Société a un droit de paiement inconditionnel quand elle a facturé conformément aux Accords sur les niveaux de service à forfait. Les montants excédentaires seront comptabilisés en produits à mesure que les services seront rendus.

9.2 INFORMATION SECTORIELLE ET VENTILÉE SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits (horaires ou forfaitaires) par région, par secteur d'activité et par type de marché. Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région :

Trimestre clos le 30 septembre 2022								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	2 555 \$	1 025 \$	597 \$	457 \$	291 \$	854 \$	5 779 \$	
Québec	2 612	1 091	509	379	314	339	5 244	
Capitale nationale	1 806	3 363	1 671	140	73	437	7 490	
Ontario	3 583	1 117	864	569	932	606	7 671	
Pacifique*	2 210	1 062	233	252	154	177	4 088	
Ouest*	3 161	1 267	408	776	223	300	6 135	
Siège social	58	10	61	491	319	—	939	
Total des produits, par secteur d'activité	15 985 \$	8 935 \$	4 343 \$	3 064 \$	2 306 \$	2 713 \$	37 346 \$	



Trimestre clos le 30 septembre 2021								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	2 320 \$	1 311 \$	374 \$	380 \$	222 \$	492 \$	5 099 \$	
Québec	2 419	1 134	385	373	290	364	4 965	
Capitale nationale	1 163	3 565	1 626	67	134	437	6 992	
Ontario	3 170	1 392	714	555	1 371	519	7 721	
Pacifique*	2 239	822	52	225	157	196	3 691	
Ouest*	2 969	1 359	260	823	214	222	5 847	
Siège social	31	10	1	375	343	—	760	
Total des produits, par secteur d'activité	14 311 \$	9 593 \$	3 412 \$	2 798 \$	2 731 \$	2 230 \$	35 075 \$	

Semestre clos le 30 septembre 2022								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	5 304 \$	2 147 \$	1 246 \$	992 \$	567 \$	1 651 \$	11 907 \$	
Québec	5 495	2 365	1 008	822	658	893	11 241	
Capitale nationale	3 583	7 031	3 428	291	153	1 054	15 540	
Ontario	7 135	2 524	1 801	1 154	2 141	1 282	16 037	
Pacifique*	4 620	2 068	442	494	304	355	8 283	
Ouest*	6 383	2 759	763	1 582	478	535	12 500	
Siège social	171	18	105	940	747	—	1 981	
Total des produits, par secteur d'activité	32 691 \$	18 912 \$	8 793 \$	6 275 \$	5 048 \$	5 770 \$	77 489 \$	

Semestre clos le 30 septembre 2021								
Région	Secteur d'activité							Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Gestion des projets et des programmes	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Passation de marchés	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement		
Atlantique	4 630 \$	3 024 \$	810 \$	873 \$	462 \$	972 \$		10 771 \$
Québec	5 067	2 476	795	774	618	752		10 482
Capitale nationale	2 281	6 823	3 341	145	245	863		13 698
Ontario	6 713	2 947	1 352	1 186	2 753	1 076		16 027
Pacifique*	4 334	1 803	107	491	350	379		7 464
Ouest*	5 914	2 978	608	1 657	457	416		12 030
Siège social	64	32	1	797	769	—		1 663
Total des produits, par secteur d'activité	29 003 \$	20 083 \$	7 014 \$	5 923 \$	5 654 \$	4 458 \$		72 135 \$

*La Société a reclassé les données comparatives pour qu'elles soient cohérentes avec la présentation de l'année en cours.



Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par région et par type de marché :

<i>PRODUITS HORAIRES</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Région				
Atlantique	1 454 \$	1 016 \$	2 690 \$	2 108 \$
Québec	1 758	1 726	3 356	3 599
Capitale nationale	6 807	5 887	13 356	11 436
Ontario	2 140	2 556	4 321	4 926
Pacifique*	1 439	1 318	2 861	2 605
Ouest*	1 334	1 114	2 482	2 386
Siège social	650	509	1 265	1 091
Total des produits horaires	15 582 \$	14 126 \$	30 331 \$	28 151 \$

<i>PRODUITS FORFAITAIRES</i>	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Région				
Atlantique	4 325 \$	4 083 \$	9 217 \$	8 663 \$
Québec	3 485	3 239	7 885	6 883
Capitale nationale	684	1 105	2 184	2 262
Ontario	5 531	5 165	11 716	11 101
Pacifique*	2 649	2 373	5 422	4 859
Ouest*	4 802	4 733	10 018	9 644
Siège social	288	251	716	572
Total des produits forfaitaires	21 764 \$	20 949 \$	47 158 \$	43 984 \$
Produits totaux	37 346 \$	35 075 \$	77 489 \$	72 135 \$

*La Société a reclassé les données comparatives pour qu'elles soient cohérentes avec la présentation de l'année en cours.

Au 30 septembre 2022, 6 396 \$ (1 285 \$ au 31 mars 2022) de produits différés se rapportaient à des obligations de prestation non satisfaites. La direction s'attend à ce que le solde soit comptabilisé comme des produits au cours de la prochaine période visée. Les variations des produits différés pour le trimestre sont présentées dans le tableau suivant :

	Semestre clos le 30 septembre			
	2022		2021	
Solde à l'ouverture de la période	1 285	\$	—	\$
Comptabilisation des produits différés	(4)		—	
Montants facturés et produits différés	5 115		1 285	
Solde à la clôture de la période	6 396	\$	1 285	\$

10. CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration pour l'exercice sont présentés dans le tableau suivant :

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Infonuagique	453 \$	483 \$	900 \$	917 \$
Entretien des logiciels	386	337	824	655
Services professionnels	347	273	707	591
Location d'équipement	290	265	549	509
Communications téléphoniques et données	218	200	399	389
Charges opérationnelles liées aux installations louées	181	176	428	424
Formation et perfectionnement des employés	154	66	290	203
Services, fournitures et matériel de bureau	132	88	305	156
Déplacement	117	6	223	6
Services et communications clients	116	72	228	220
Réinstallation d'employés	74	47	114	87
Recrutement	54	25	65	50
Accueil	25	5	45	11
Mobilier et agencements	18	49	25	91
Abonnements et adhésions	18	15	46	53
Matériel informatique	17	7	25	7
Logiciels	11	46	71	58
Améliorations locatives	11	—	11	7
Affranchissement et transport de marchandises	6	10	13	14
Autres	4	3	8	7
Total des charges opérationnelles et frais d'administration	2 632 \$	2 173 \$	5 276 \$	4 455 \$



11. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Charges d'intérêts sur les obligations locatives	49 \$	58 \$	101 \$	117 \$
Produit d'intérêts sur les dépôts bancaires	287 \$	53 \$	422 \$	106 \$
Produit d'intérêts sur les placements	106 \$	59 \$	200 \$	110 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles non payée	(60) \$	(85) \$	— \$	166 \$

12. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES CONNEXES

12.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de cet instrument financier. La valeur comptable des actifs financiers exposés au risque de crédit était de 84 922 \$ au 30 septembre 2022 (75 997 \$ en mars 2022) et représentait l'exposition maximale de la Société au risque de crédit.

Comme la Société n'a pas recours à des dérivés de crédit ni à des instruments similaires pour atténuer ce risque, le risque maximal équivaut à la pleine valeur comptable ou nominale de l'actif financier. La Société cherche à atténuer le plus possible le risque de crédit lié à la trésorerie en ne déposant ses fonds qu'auprès d'établissements financiers de bonne réputation et de grande qualité.

La Société n'est pas vraiment exposée au risque de crédit lié à ses créances clients, étant donné qu'elles sont toutes exigibles de ministères du gouvernement du Canada. Elle est exposée à un risque de concentration des créances clients avec le MDN, tel que décrit à la note 14. Compte tenu des taux de défaut de paiement observés dans le passé et de l'analyse chronologique des créances, la Société croit qu'il n'y a pas lieu de calculer les pertes de crédit attendues.

Les autres actifs sont formés des soldes d'avances sur frais de déplacement consentis à des membres du personnel et de prêts aux employés pour l'achat d'ordinateurs. Les charges payées d'avance ne sont pas incorporées aux autres actifs.

Le tableau suivant indique la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN) des actifs financiers assujettis au risque de crédit :

Au 30 septembre 2022	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 044 \$	— \$	43 044 \$
Placements	—	20 755	20 755
Créances clients	—	19 492	19 492
Autres créances	—	1 611	1 611
Autres actifs	—	20	20
Total des actifs financiers	43 044 \$	41 878 \$	84 922 \$

Au 31 mars 2022	Juste valeur par le biais du résultat net	Coût amorti	Valeur comptable totale
Trésorerie et équivalents de trésorerie	36 918 \$	— \$	36 918 \$
Placements	—	20 600	20 600
Créances clients	—	16 676	16 676
Autres créances	—	1 793	1 793
Autres actifs	—	10	10
Total des actifs financiers	36 918 \$	39 079 \$	75 997 \$

12.2 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations financières. La valeur comptable des passifs financiers au titre des comptes fournisseurs et autres dettes diverses se chiffrait à 9 709 \$ au 30 septembre 2022 (6 251 \$ au 31 mars 2022) et représentait l'exposition maximale de la Société. La Société gère son risque de liquidité en contrôlant et gérant ses flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles ainsi qu'aux activités d'investissement prévues. Le risque de liquidité est faible étant donné que la Société n'a aucun instrument de créance et qu'elle tire ses flux de trésorerie des services qu'elle fournit au gouvernement du Canada. Tous les

comptes fournisseurs et autres créditeurs arrivent à échéance en moins de 6 mois. Les comptes fournisseurs et autres créditeurs comprennent les soldes dus aux fournisseurs. Les taxes à la consommation à payer et les congés et heures supplémentaires à payer ne sont pas compris dans les comptes fournisseurs et autres créditeurs. De plus, au 30 septembre 2022, les actifs financiers de la Société ont dépassé son passif financier de 75 213 \$ (69 746 \$ au 31 mars 2022).

Le tableau suivant indique l'échéancier des passifs financiers contractuels, y compris les charges d'intérêts estimés :

Au 30 septembre 2022	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	≤ six mois
Fournisseurs et dettes diverses	9 709 \$	9 709 \$	9 709 \$
Passifs financiers	9 709 \$	9 709 \$	9 709 \$

Au 31 mars 2022	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	≤ six mois
Fournisseurs et dettes diverses	6 251 \$	6 251 \$	6 251 \$
Passifs financiers	6 251 \$	6 251 \$	6 251 \$

12.3 3 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. De par leur nature et leurs caractéristiques sous-jacentes, les actifs et passifs financiers de la Société ne sont pas exposés aux fluctuations du risque de change ou de l'autre risque de prix.

La Société s'expose aux fluctuations des taux d'intérêt sur ses placements. Au 30 septembre 2022, tous les placements (20 755 \$) étaient constitués d'instruments à taux fixe (20 600 \$ au 31 mars 2022). Des fluctuations des taux d'intérêt pourraient se répercuter sur la juste valeur de ces instruments. La direction compte néanmoins les détenir jusqu'à leur échéance. La Société a établi que le risque de marché à cet égard était négligeable.



13. CONTRATS DE LOCATION

13.1 ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

Les actifs au titre de droits d'utilisation de la Société comprennent les locaux à bureaux et les installations pour le matériel informatique (entrepôts de données). La Société a tenu compte des options de prolongation dans les évaluations de ses obligations locatives lorsqu'il était raisonnablement certain qu'elle allait les exercer.

Les variations des actifs au titre de droits d'utilisation sont présentées dans le tableau suivant :

	Location de locaux à bureaux	Location d'entrepôts de données	Total
Solde au 31 mars 2022	6 748 \$	285 \$	7 033 \$
Amortissements	(631)	(30)	(661)
Solde au 30 septembre 2022	6 117 \$	255 \$	6 372 \$

13.2 OBLIGATIONS LOCATIVES

	Au	
	30 septembre 2022	31 mars 2022
Partie courante	1 071 \$	1 278 \$
Partie non courante	5 710	6 135
Total des obligations locatives	6 781 \$	7 413 \$

Solde au 31 mars 2022	7 413 \$
Paielements	(733)
Charges d'intérêts	101
Solde au 30 septembre 2022	6 781 \$

Le tableau ci-après présente les flux de trésorerie contractuels non actualisés liés aux obligations locatives au 30 septembre 2022 :

Un an ou moins	1 248 \$
De 1 à 2 ans	981 \$
De 2 à 5 ans	2 654 \$
Plus de 5 ans	2 720 \$
Total	7 603 \$

Pour le deuxième trimestre, les charges relatives aux paiements de loyer variables non comprises dans le calcul des obligations locatives étaient de 181 \$, alors que les mêmes charges pour la même période de l'exercice précédent étaient de 176 \$. Les charges pour le cumul annuel jusqu'à ce jour étaient de 428 \$, tandis que les mêmes charges pour la même période en 2021-2022 étaient de 424 \$. Ces charges correspondent aux charges opérationnelles, aux impôts fonciers et aux frais d'assurance. Il n'y a pas eu de charges liées à des contrats de location à court terme, et les charges relatives aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont négligeables. Les sorties de trésorerie totales pour les contrats de location étaient de 547 \$ pour le deuxième trimestre (le montant pour la même période en 2021-2022 était de 626 \$). Cela comprenait 317 \$ pour le paiement du capital sur les obligations locatives (le montant pour la même période en 2021-2022 était de 392 \$). Les sorties de trésorerie totales pour les contrats de location étaient de 1 161 \$ pour l'exercice à ce jour (le montant pour la même période en 2021-2022 était de 626 \$). Cela comprenait 632 \$ pour le paiement du capital sur les obligations locatives (le montant pour la même période en 2021-2022 était 702 \$).

14. TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Les produits que la Société a tirés de ses services facturés au cours du deuxième trimestre se chiffrent à 37 346 \$ comparativement à 35 075 \$ au cours de la même période en 2021-2022; ces produits proviennent des services fournis à des entités appartenant au gouvernement du Canada. Pour l'exercice à ce jour, ces produits totalisent 77 489 \$, contre 72 135 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les créances et les dettes des parties apparentées qui sont incluses dans les créances clients et les comptes fournisseurs et autres créditeurs, respectivement, figurent dans le tableau suivant :

	Au	
	30 septembre 2022	31 mars 2022
Créances :		
Ministère de la Défense nationale (MDN)	17 853 \$	15 423 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 356	1 045
Centre de la sécurité des télécommunications	252	171
Services partagés Canada	31	37
	19 492 \$	16 676 \$
Dettes :		
Services partagés Canada	—	7
Ministère de la Justice	156	393
	156 \$	400 \$



La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces transactions ont totalisé 247 \$ pour le deuxième trimestre, contre 336 \$ pour la période correspondante de 2021-2022. Les transactions ont totalisé 421 \$ pour le cumul de l'exercice 2022-2023 à ce jour, contre 406 \$ pour la période correspondante de 2021-2022. Parmi ces charges, la Société a recouvré 55 \$ du MDN au deuxième trimestre et 74 \$ pour le cumul de l'exercice à ce jour.

Conformément au *protocole d'entente* conclu entre le MDN et la Société, le MDN doit fournir sans frais des locaux à bureaux au personnel de la Société assurant la prestation de services dans les bases et au sein des escadres du MDN et à d'autres emplacements. Lorsque de tels locaux ne sont pas fournis ou que le personnel de la Société assurant la prestation des services ne peut occuper des installations du MDN, la Société recouvre ses frais de logement

sous forme de décaissements remboursables ou à même le tarif horaire fixé pour les services fournis.

Le 2 mars 2022, la Société a racheté une obligation de 1 002 \$ émise par la Société canadienne d'hypothèques et de logement. CDC a réalisé des produits financiers de 4 \$ au cours du deuxième trimestre et de 9 \$ depuis le début de l'exercice.

14.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les membres du conseil d'administration) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants s'établit comme suit :

	Trimestre clos le 30 septembre		Semestre clos le 30 septembre	
	2022	2021	2022	2021
Avantages à court terme	1 480 \$	1 083 \$	2 684 \$	2 191 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	193	121	375	299
	1 673 \$	1 204 \$	3 059 \$	2 490 \$

15. PASSIFS ÉVENTUELS

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts qu'elle déploie pour régler les différends contractuels. Au 30 septembre 2022, 12 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 18 178 \$. Celles-ci sont liées à des marchés que CDC avait lancés pour le compte de ses clients-partenaires. En comparaison, au 31 mars 2022, il y avait 15 réclamations en cours, pour une valeur s'élevant à 21 338 \$.

Conformément au *protocole d'entente* passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations qui découlent de marchés intervenus entre des tiers et la Société. Aussi n'encourt-elle aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles et n'a-t-elle donc

pas jugé opportun de constituer une provision pour litiges dans ses états financiers.

De plus, au 30 septembre 2022, d'autres réclamations non liées au MDN, pour lesquelles la sortie de ressources nécessaires pour régler l'obligation ne peut être estimée ou n'est pas probable pour le moment, étaient en cours. Aucun montant n'avait été comptabilisé relativement à ces réclamations au 30 septembre 2022.